

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 38.135/VR
DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, chambres réunies, saisi par la Présidente du Sénat, le 9 février 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé à quarante-cinq jours ^(*), sur une proposition de loi "modifiant l'article 77 du Code civil en ce qui concerne le rapatriement de la personne décédée" (Doc. parl., Sénat, session 2003-2004, n° 3-508/1), a donné le 17 mars 2005 l'avis suivant :

(*) Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par les chambres réunies en application de l'article 85*bis*.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de la proposition, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, la proposition de loi appelle les observations ci-après.

La proposition de loi à l'examen tend à accélérer la procédure administrative à suivre pour le transport à l'étranger de la dépouille d'une personne décédée en Belgique.

À cette fin, elle modifie l'article 77 du Code civil en ce sens que, lorsque la dépouille de la personne décédée est transportée à l'étranger, l'autorisation d'inhumation que prévoit cette disposition est délivrée sans délai, et non pas, comme il est de règle, au moins vingt-quatre heures après le décès.

Comme le fait apparaître la lettre annexée à la demande d'avis, la question se pose de savoir si l'autorité fédérale est compétente pour légiférer en la matière.

Il convient, à ce sujet, de tenir compte de ce que, depuis l'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 2002, de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et aux communautés, les régions sont, en vertu de l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 7°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, compétentes pour "les funérailles et sépultures" ⁽¹⁾ ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Cette matière fait partie de celles qui, selon les termes de la phrase introductive de l'article 6, § 1^{er}, VIII, sont confiées aux régions "en ce qui concerne les pouvoirs subordonnés". Lors des travaux préparatoires de la loi spéciale du 13 juillet 2001, il a été déclaré que les funérailles et sépultures étaient attribuées aux régions en raison de la "connexité" et du "lien direct" de la législation en la matière avec la législation organique des pouvoirs locaux (Doc. parl., Sénat, sess. 2000-2001, 2-709/7, p. 11; Doc. parl., Chambre, sess. 2000-2001, 50-1280/3, p. 12).

⁽²⁾ Il importe de préciser que, depuis le 1^{er} janvier 2005, la Communauté germanophone exerce les compétences de la Région wallonne en la matière sur le territoire de la région de langue allemande (voir les décrets des 27 mai 2004 et 1^{er} juin 2004 relatifs à l'exercice, par la Communauté germanophone, de certaines compétences de la Région wallonne en matière de pouvoirs subordonnés).

L'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 7°, de la loi spéciale du 8 août 1980 est rédigé en ce sens qu'est attribuée aux régions toute la compétence d'édicter les règles propres à la matière des funérailles et sépultures.

Cette compétence couvre, en particulier, ce qui, lors de l'entrée en vigueur de la loi spéciale du 13 juillet 2001, était réglé par ou en vertu de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures ⁽³⁾ ⁽⁴⁾.

Mais elle ne se limite pas à cela : eu égard au caractère très général de la formulation de l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 7°, de la loi spéciale du 8 août 1980, les régions sont compétentes pour prendre tous types de dispositions relatives aux funérailles et sépultures, que ces dispositions concernent des matières qui, au moment de l'entrée en vigueur de la loi spéciale du 13 juillet 2001, étaient réglées par ou en vertu de la loi du 20 juillet 1971, précitée, ou qu'elles concernent des matières qui, à cette époque, relevaient d'autres législations ou n'avaient pas encore fait l'objet d'une intervention législative.

⁽³⁾ Voir en ce sens l'avis 31.592/2, donné le 3 octobre 2001, sur le projet devenu l'arrêté royal du 26 novembre 2001 portant exécution de l'article 12, alinéas 2 et 4, de la loi du 20 juillet 1971, précitée, et l'avis 35.604/1/V, donné le 7 août 2003, sur l'avant-projet devenu le décret de la Région flamande du 16 janvier 2004 sur les funérailles et sépultures (Doc. VI. Parl., sess. 2003-2004, n° 1864/1, p. 46).

⁽⁴⁾ Depuis lors, cette loi a, en Région flamande, été remplacée par le décret du 16 janvier 2004, précité. En Région wallonne, elle a été intégrée dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, établi par l'arrêté du gouvernement wallon du 22 avril 2004 portant codification de la législation relative aux pouvoirs locaux et confirmé par le décret du 27 mai 2004. Moyennant quelques modifications apportées par l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés, la loi du 20 juillet 1971, précitée, est toujours applicable, en tant que telle, dans la Région de Bruxelles-capitale.

Cependant, la compétence régionale ne s'étend pas aux règles relatives à l'état civil, en particulier celles qui régissent l'établissement des actes de décès. En effet, cette matière relève des compétences résiduelles de l'autorité fédérale ⁽⁵⁾.

Compte tenu de ce qui vient d'être dit, il y a lieu, au sujet des matières qu'entend régler la proposition de loi à l'examen, d'observer ce qui suit :

1. Un dispositif tendant à régler les funérailles et sépultures est normalement voué à contenir, entre autres, les prescriptions administratives à respecter en vue de procéder à une inhumation ou à une crémation.

A priori, les régions sont donc compétentes pour adopter de telles prescriptions.

a) C'est ainsi que la loi du 20 juillet 1971, précitée, organise, en ses articles 20 à 23, un régime d'autorisation de crémation.

S'agissant d'une matière réglée par la loi du 20 juillet 1971, précitée, la compétence régionale en ce domaine est incontestable ⁽⁶⁾.

⁽⁵⁾ Sur la compétence fédérale en matière d'organisation de l'état civil, voir notamment, de manière générale, l'avis 13.764/2, donné le 22 décembre 1980, sur une proposition de décret du Conseil de la Communauté française relative au changement de nom et de prénom (Doc. C.C.F., sess. 1980-1981, n° 62/2). L'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 1°, troisième tiret, de la loi spéciale du 8 août 1980, insérée par la loi spéciale du 13 juillet 2001, confirme expressément la compétence fédérale en la matière, en précisant que la compétence attribuée aux régions de régler la composition, l'organisation, la compétence et le fonctionnement des institutions provinciales et communales n'inclut pas les règles inscrites dans les articles 125, 126, 127 et 132 de la nouvelle loi communale, dans la mesure où elles concernent les registres de l'état civil. Sur le maintien de la compétence fédérale en matière d'état civil par la loi spéciale du 13 juillet 2001, lire Y. SACREAS, "De gewestelijke bevoegdheden inzake de ondergeschikte besturen : een algemeen overzicht", in *De vijfde Staatshervorming van 2001*, A. ALEN (ed.), Die Keure, 2002, pp. 65 et sv., n° 11.

⁽⁶⁾ Ainsi, dans son avis 35.604/1/V, précité, la section de législation du Conseil d'État n'a pas formulé d'objection au principe de la compétence régionale pour adopter des dispositions largement inspirées des articles 20 à 23 de la loi du 20 juillet 1971, précitée. Voir, également, l'avis 36.609/4, donné le 29 mars 2004, sur un projet devenu l'arrêté du gouvernement wallon du 22 avril 2004, précité.

b) Il existe également un régime d'autorisation d'inhumation.

Celui-ci est organisé, non pas par la loi du 20 juillet 1971, précitée, mais par des dispositions figurant, en particulier, à l'article 77 du Code civil, dans le chapitre que ce Code consacre aux actes de décès.

La circonstance que le régime de l'autorisation d'inhumation est organisé, non pas par la loi du 20 juillet 1971, précitée, mais par des dispositions figurant dans un chapitre du Code civil relatif aux actes de décès, ne suffit pas à établir que l'organisation de ce régime serait soustraite à la compétence qu'ont les régions de régler les funérailles et sépultures et relèverait au contraire des compétences de l'autorité fédérale dans le domaine de l'état civil.

D'une part, il serait incohérent que les régimes d'autorisation d'inhumation et de crémation relèvent de la compétence d'autorités différentes, selon qu'il s'agit d'autoriser l'inhumation ou la crémation. Au demeurant, une solution en ce sens introduirait, pour la détermination des compétences en la matière, une distinction entre modes de sépulture que ne fait pas l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 7°, de la loi spéciale du 8 août 1980.

D'autre part, il importe de souligner que les procédures d'autorisation d'inhumation et d'établissement d'un acte de décès sont formellement distinctes et autonomes l'une par rapport à l'autre ⁽⁷⁾. Aussi ne peut-on considérer que le régime d'autorisation d'inhumation constituerait un élément intrinsèquement lié au dispositif, de compétence fédérale, régissant l'établissement des actes de décès, plutôt qu'un élément de la réglementation, de compétence régionale, relative aux funérailles et sépultures ⁽⁸⁾.

(7) Sur l'autonomie respective, au moins formelle, de ces procédures, lire J.-M. VAN BOL, Les funérailles et les sépultures, aspects civils et administratifs, Larcier, 2003, n^{os} 8 et 15.

(8) À cet égard, il n'est pas sans intérêt de relever que, dans son avis 10.860/2, donné le 27 octobre 1969, sur l'avant-projet devenu la loi du 20 juillet 1971, précitée, la section de législation du Conseil d'Etat avait suggéré de rassembler dans un même dispositif les règles organisant les régimes d'autorisation d'inhumation et de crémation et ce, dans les termes suivants : "Pour assurer une présentation logique des dispositions relatives, d'une part, au permis d'inhumation et, d'autre part, à l'autorisation d'incinérer, il se recommanderait soit de faire figurer les conditions de cette autorisation dans ou à la suite des articles 77 et 81 du Code civil, soit d'abroger ces derniers articles en en reprenant la substance dans la partie du présent projet que le Conseil d'Etat propose de consacrer aux inhumations" (Doc. parl., Chambre, sess. 1969-1970, n° 725/1, p. 8). En faisant mention de la possibilité de retenir la seconde branche de l'alternative, la section de législation attirait l'attention sur le fait que l'organisation du régime de l'autorisation d'inhumation n'est pas nécessairement liée au dispositif qui régit l'établissement des actes de décès.

Ce sont donc les régions qui disposent de la compétence de régler tant le régime administratif de l'autorisation d'inhumation que celui de l'autorisation de crémation.

2. Par ailleurs, un dispositif tendant à régler les funérailles et sépultures a aussi normalement vocation à comprendre des règles relatives au transport des dépouilles mortelles, de sorte, qu'a priori, de telles règles relèvent également de la compétence des régions.

a) Ainsi, le transport des dépouilles mortelles fait l'objet de règles figurant dans la loi du 20 juillet 1971, précitée, en particulier en ses articles 14 et 15.

S'agissant d'une matière réglée par la loi du 20 juillet 1971, précitée, la compétence régionale en ce domaine est incontestable. Les articles 14 et 15 de cette loi ont d'ailleurs été intégrés dans leur propre législation par les Régions flamande et wallonne ⁽⁹⁾.

b) En outre, le transport des dépouilles mortelles - en particulier le transport à l'étranger - fait également l'objet de règles figurant dans des textes souvent antérieurs à la loi du 20 juillet 1971, précitée, et dont les dispositions se situent en marge du dispositif mis en place par celle-ci.

Il en va ainsi :

- d'une part, d'accords internationaux, tels l'Arrangement international concernant le transport des corps, signé à Berlin le 10 février 1937 et approuvé par la loi du 26 août 1938, et l'Accord sur le transfert des corps des personnes décédées, fait à Strasbourg le 26 octobre 1973 et approuvé par la loi du 20 août 1981;

⁽⁹⁾ Voir le décret du 16 janvier 2004, précité, et l'arrêté du gouvernement wallon du 22 avril 2004, précité. Dans son avis 35.604/1/V, précité, la section de législation du Conseil d'Etat n'a pas formulé d'objection à la compétence régionale pour adopter une disposition inspirée de l'article 14 de la loi du 20 juillet 1971, précitée.

- et, d'autre part, de dispositions réglementaires, en particulier celles qui font l'objet de l'arrêté du Régent du 20 juin 1947 relatif au transport des dépouilles mortelles et de l'arrêté royal du 8 mars 1967 portant règlement relatif au transport intra-Benelux des dépouilles mortelles ⁽¹⁰⁾.

Les règles contenues dans ces textes n'ont pas été intégrées dans le dispositif mis en place par la loi du 20 juillet 1971, précitée.

Il apparaît toutefois que ceci s'explique uniquement par le fait que le législateur n'a pas voulu inclure dans cette loi du 20 juillet 1971, précitée, toutes les dispositions régissant les funérailles et sépultures et a préféré maintenir l'application propre de certaines règles particulières en la matière, notamment les dispositions précitées relatives au transport, y compris vers et à partir de l'étranger, des dépouilles mortelles ⁽¹¹⁾. Du reste, on trouve la trace d'une référence à ces dernières dispositions à l'article 28 de la loi du 20 juillet 1971, précitée ⁽¹²⁾.

En conséquence, la circonstance que les dispositions en question se situent en marge du dispositif mis en place par la loi du 20 juillet 1971, précitée, ne permet pas de considérer que la réglementation du transport des dépouilles mortelles - y compris le transport à l'étranger - serait soustraite à la compétence des régions en matière de funérailles et sépultures.

⁽¹⁰⁾ Selon leur préambule, ces arrêtés trouvent leur fondement légal dans l'article 2 de la loi du 26 août 1938, précitée, lequel est rédigé en ce sens que "le gouvernement est autorisé à prescrire les mesures nécessaires pour l'application de (l'Arrangement international de Berlin concernant le transport des corps) et à réglementer, dans l'intérêt de la santé publique, le transport des dépouilles mortelles d'une commune à une autre".

⁽¹¹⁾ Voir l'avis 10.860/2, précité (Doc. parl., Chambre, sess. 1969-1970, n° 725/1, p. 6).

⁽¹²⁾ Cette disposition a été rédigée en ce sens que "le Roi peut déroger aux dispositions de la présente loi, soit pour assurer l'exécution de conventions internationales, soit en vue d'assurer la protection des populations contre les dangers de propagation des maladies infectieuses ou de contamination par radiations ionisantes". Selon J.-M. VAN BOL, ainsi l'habilitation que l'article 2 de la loi du 26 août 1938 donne au gouvernement de régler le transport des dépouilles mortelles "se trouve confirmée et même étendue par la loi du 20 juillet 1971" (op. cit., n° 39). On relève que, dans son avis 35.604/1/V, précité, la section de législation du Conseil d'État n'a pas formulé d'objection à la compétence régionale pour adopter une disposition inspirée de l'article 28 de la loi du 20 juillet 1971, précitée.

3. Eu égard aux développements qui précèdent, ce sont donc bien les régions qui, depuis le 1^{er} janvier 2002, sont devenues compétentes pour régler tant le régime administratif de la délivrance de l'autorisation d'inhumation que celui de la délivrance de l'autorisation de crémation. Ce faisant, les régions ne peuvent cependant pas légiférer d'une manière qui rendraient difficilement applicables, voire impossibles à appliquer, les règles adoptées par l'autorité fédérale, dans le cadre de ses compétences propres, en matière de constatation du décès ⁽¹³⁾, d'établissement de l'acte de décès ⁽¹⁴⁾, ainsi que des mesures à observer en cas de mort violente ou de décès suspect ⁽¹⁵⁾.

Dans la mesure où elle tend à apporter une précision d'ordre temporel quant aux modalités de délivrance de l'autorisation d'inhumation, la proposition de loi à l'examen relève donc de la compétence des régions, dans les limites dégagées ci-avant, et non pas de celle de l'autorité fédérale.

⁽¹³⁾ Il résulte à cet égard du Code civil que la constatation du décès par l'officier de l'état civil doit précéder la délivrance de l'autorisation d'inhumation ou de crémation (J. ROBERT, *Lijkbezorging en begraafplaatsen*, Oranjeboek, Vandenbroele, Brugge, losbladig, n° 19) et que l'officier de l'Etat civil doit, en conséquence, pouvoir s'assurer de la réalité du fait (H. DE PAGE, *Traité élémentaire de droit civil belge*, T. II, vol. I, Bruxelles, Bruylant, 1990, n° 328 - p. 317).

⁽¹⁴⁾ Dans le cadre de ses compétences quant aux règles relatives à l'état civil et quant à la tenue des registres de l'état civil.

⁽¹⁵⁾ La formalité de constatation du décès par l'officier de l'état civil a notamment pour but de s'assurer qu'il n'y a pas de signe ou d'indice de mort violente ou d'autres circonstances qui donneront lieu de le soupçonner. Dans ce cas, l'autorisation d'inhumer ne pourra être donnée qu'après l'intervention d'un officier de police. L'officier de l'état civil ne doit donc pas seulement constater le décès; il se voit aussi confier un rôle ou une fonction pré-politionnelle (J. RAVESCHOT, *De "Aangifte van Overlijden" en de behandelende geneesheer*, R.W., 1955-1956, col. 576) (Voir également l'article 44 du Code d'instruction criminelle) (voir également H. DE PAGE, *op. cit.*, n° 333 - p. 320).

Les chambres réunies étaient composées comme suit :

Monsieur	M. VAN DAMME,	président de chambre, président,
Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. BAERT,	conseillers d'État,
	J. SMETS,	
Madame	J. JAUMOTTE,	
	M. BAGUET,	
Messieurs	M. RIGAUX,	assesseurs,
	J.-C. SCHOLSEM,	
Mesdames	A. BECKERS,	greffiers.
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	

Les rapports ont été rédigés par MM. B. JADOT, premier auditeur chef de section et B. WEEKERS, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

M. VAN DAMME

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 38.135/VR

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, verenigde kamers, op 9 februari 2005 door de Voorzitter van de Senaat verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot vijfenveertig dagen (*), van advies te dienen over een voorstel van wet "tot wijziging van artikel 77 van het Burgerlijk Wetboek, wat de repatriëring van de overledene betreft" (Parl. St., Senaat, zitting 2003-2004, nr. 3-508/1), heeft op 17 maart 2005 het volgende advies gegeven :

(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de verenigde kamers met toepassing van artikel 85*bis*.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorstel, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorstel van wet aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Het onderzochte wetsvoorstel strekt ertoe de administratieve procedure te versnellen die moet worden gevolgd voor de overbrenging, naar het buitenland, van het stoffelijk overschot van een in België overleden persoon.

Te dien einde wijzigt het voorstel artikel 77 van het Burgerlijk Wetboek in die zin dat wanneer het stoffelijk overschot van de overledene naar het buitenland wordt overgebracht, het verlof tot teraardebestelling onverwijld wordt afgegeven, en niet ten minste vierentwintig uur na het overlijden, wat de regel is.

Zoals blijkt uit de brief gevoegd bij de adviesaanvraag, rijst de vraag of de federale overheid bevoegd is om ter zake een wet uit te vaardigen.

In dat verband moet rekening worden gehouden met het feit dat sedert de inwerkingtreding, op 1 januari 2002, van de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen, de gewesten krachtens artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 7°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bevoegd zijn voor "de begraafplaatsen en de lijkbezorging" ⁽¹⁾ ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Die aangelegenheid behoort tot die welke naar luid van de inleidende zin van artikel 6, § 1, VIII, aan de gewesten worden toevertrouwd "wat de ondergeschikte besturen betreft". Tijdens de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet van 13 juli 2001 is verklaard dat de aangelegenheid van de begraafplaatsen en de lijkbezorging aan de gewesten werd toevertrouwd vanwege de "nauwe band" en het "rechtstreeks verband" van de wetgeving ter zake met de organieke wetgeving inzake de plaatselijke besturen (Gedr. Stuk Senaat, zitting 2000-2001, 2-709/7, blz. 11; Gedr. Stuk Kamer, zitting 2000-2001, 50-1280/3, blz. 12).

⁽²⁾ Op te merken valt dat sedert 1 januari 2005 de Duitstalige Gemeenschap de bevoegdheden van het Waals Gewest ter zake uitoefent op het grondgebied van het Duitse taalgebied (zie de decreten van 27 mei 2004 en 1 juni 2004 betreffende de uitoefening door de Duitstalige Gemeenschap van sommige bevoegdheden van het Waalse Gewest inzake ondergeschikte besturen).

Artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 7°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 is aldus geredigeerd dat aan de gewesten de volledige bevoegdheid is verleend om eigen regels inzake de begraafplaatsen en de lijkbezorging uit te vaardigen.

Die bevoegdheid behelst inzonderheid wat sedert de inwerkingtreding van de bijzondere wet van 13 juli 2001 geregeld werd bij of krachtens de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging ⁽³⁾ ⁽⁴⁾.

Die bevoegdheid beperkt zich evenwel niet daartoe : gelet op de zeer algemene formulering van artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 7°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 zijn de gewesten bevoegd om bepalingen van allerlei aard inzake de begraafplaatsen en de lijkbezorging vast te stellen, ongeacht of die bepalingen aangelegenheden betreffen die op de datum van inwerkingtreding van de bijzondere wet van 13 juli 2001 geregeld werden bij of krachtens de voornoemde wet van 20 juli 1971, dan wel of ze aangelegenheden betreffen die toen onder een andere wetgeving ressorteerden of die toen nog niet in een wetgevend kader waren opgenomen.

⁽³⁾ Zie in die zin advies 31.592/2, op 3 oktober 2001 verstrekt over het ontwerp dat geworden is het koninklijk besluit van 26 november 2001 houdende uitvoering van artikel 12, tweede en vierde lid, van de voornoemde wet van 20 juli 1971, alsmede advies 35.604/1/V, op 7 augustus 2003 verstrekt over het voorontwerp dat geworden is het decreet van het Vlaams Gewest van 16 januari 2004 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging (Gedr. Stuk VI. Parl., zitting 2003-2004, nr. 1864/1, blz. 46).

⁽⁴⁾ Die wet is sedertdien in het Vlaams Gewest vervangen door het voornoemde decreet van 16 januari 2004. In het Waals Gewest is ze geïntegreerd in het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, vastgesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 houdende codificatie van de decreetgeving betreffende de plaatselijke besturen, en bevestigd bij het decreet van 27 mei 2004. Onder het voorbehoud van enkele wijzigingen aangebracht door de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen, is de voornoemde wet van 20 juli 1971 als zodanig nog steeds van toepassing in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De bevoegdheid van de gewesten strekt zich evenwel niet uit tot de regels inzake de burgerlijke stand, inzonderheid die betreffende het opmaken van de akte van overlijden. Deze aangelegenheid behoort immers tot de residuaire bevoegdheid van de federale overheid ⁽⁵⁾.

Gelet op het vorenstaande moet, in verband met de aangelegenheden die het onderzochte wetsvoorstel beoogt te regelen, het volgende worden opgemerkt :

1. Een tekst die ertoe strekt de begraafplaatsen en de lijkbezorging te regelen, moet normaal gezien onder meer de bestuurlijke voorschriften bevatten die moeten worden in acht genomen bij teraardebestelling of crematie.

A priori zijn de gewesten dus bevoegd om zodanige voorschriften uit te vaardigen.

a) Aldus organiseren de artikelen 20 tot 23 van de voornoemde wet van 20 juli 1971 een regeling betreffende het verlof tot crematie.

⁽⁵⁾ Inzake de federale bevoegdheid op het gebied van de organisatie van de burgerlijke stand, zie inzonderheid, algemeen beschouwd, advies 13.764/2, op 22 december 1980 verstrekt over een voorstel van decreet van de Franse Gemeenschapsraad betreffende de verandering van naam en voornaam (Doc. C.C.F., zitting 1980-1981, nr. 62/2).

Artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 1°, derde streepje, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, ingevoegd bij de bijzondere wet van 13 juli 2001, bevestigt uitdrukkelijk dat de federale overheid in dezen bevoegd is en preciseert daarbij dat de aan de gewesten toevertrouwde bevoegdheid om de samenstelling, de organisatie, de bevoegdheid en de werking van de provinciale en gemeentelijke instellingen te regelen zich niet uitstrekt tot de regelingen die opgenomen zijn in de artikelen 125, 126, 127 en 132 van de nieuwe gemeentewet, voorzover zij de registers van de burgerlijke stand betreffen. Wat betreft het feit dat de federale overheid overeenkomstig de bijzondere wet van 13 juli 2001 de bevoegdheid inzake de burgerlijke stand behoudt, lees Y. SACREAS, "De gewestelijke bevoegdheden inzake de ondergeschikte besturen : een algemeen overzicht", in De vijfde Staatshervorming van 2001, A. ALLEN (uitg.), Die Keure, 2002, blz. 65 e.v., nr. 11.

Aangezien het een aangelegenheid betreft die wordt geregeld bij de voornoemde wet van 20 juli 1971, staat onomstotelijk vast dat de gewesten in dezen bevoegd zijn ⁽⁶⁾.

b) Er bestaat tevens een regeling inzake de verloven tot teraardebestelling.

Deze regeling is niet opgenomen in de voornoemde wet van 20 juli 1971, maar in bepalingen die inzonderheid vervat zijn in artikel 77 van het Burgerlijk Wetboek, in het hoofdstuk dat dat Wetboek wijdt aan de akten van overlijden.

De omstandigheid dat de regeling inzake de verloven tot teraardebestelling niet is opgenomen in de voornoemde wet van 20 juli 1971, maar in bepalingen die vervat zijn in een hoofdstuk van het Burgerlijk Wetboek dat aan de akten van overlijden is gewijd, toont niet voldoende aan dat het invoeren van die regeling niet zou behoren tot de bevoegdheid van de gewesten om de begraafplaatsen en de lijkbezorging te organiseren en dat het integendeel tot de bevoegdheid van de federale overheid op het gebied van de burgerlijke stand zou behoren.

Enerzijds zou het niet coherent zijn dat de regelingen inzake de verloven tot teraardebestelling en tot crematie tot de bevoegdheid van verschillende overheden zouden behoren, naargelang het een verlof tot teraardebestelling of tot crematie betreft. Bovendien zou een oplossing in die zin wat betreft de vaststelling van de bevoegdheden ter zake een onderscheid invoeren tussen wijzen van lijkbezorging, een onderscheid dat niet wordt gemaakt in artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 7°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Anderzijds moet worden beklemtoond dat de procedures inzake de verloven tot teraardebestelling en inzake het opmaken van een akte van overlijden uit vormelijk oogpunt onderling onderscheiden en autonoom zijn ⁽⁷⁾. Zo kan niet worden beschouwd dat

⁽⁶⁾ Zo heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State in haar voornoemde advies 35.604/1/V geen bezwaar gemaakt omtrent het principe dat de gewesten bevoegd zijn om bepalingen uit te vaardigen die in ruime mate ingegeven zijn door de artikelen 20 tot 23 van de voornoemde wet van 20 juli 1971. Zie eveneens advies 36.609/4, op 29 maart 2004 verstrekt over een ontwerp dat het voornoemde besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 is geworden.

⁽⁷⁾ Wat de respectieve autonomie van die procedures, althans uit vormelijk oogpunt, betreft, lees J.-M. VAN BOL, *Les funérailles et les sépultures, aspects civils et administratifs*, Larcier, 2003, nrs. 8 en 15.

de regeling inzake het verlof tot teraardebestelling een onderdeel zou zijn dat intrinsiek verbonden is met de regelgeving - waarvoor de federale overheid bevoegd is - inzake het opmaken van de akten van overlijden, veeleer dan een onderdeel van de regelgeving - waarvoor de gewesten bevoegd zijn - inzake de begraafplaatsen en de lijkbezorging ⁽⁸⁾.

Het zijn dus de gewesten die bevoegd zijn om het administratieve aspect van zowel het verlof tot teraardebestelling als het verlof tot crematie te regelen.

2. Voorts is het ook normaal dat een regeling die beoogt de begraafplaatsen en lijkbezorging te organiseren tevens de regels bevat inzake het vervoer van het lijk, zodat ook die regels a priori tot de bevoegdheid van de gewesten behoren.

a) Aldus wordt het vervoer van het lijk geregeld in de voornoemde wet van 20 juli 1971, inzonderheid in de artikelen 14 en 15 ervan.

Aangezien het een aangelegenheid betreft die wordt geregeld bij de voornoemde wet van 20 juli 1971, staat het onomstotelijk vast dat de gewesten ter zake bevoegd zijn. De artikelen 14 en 15 van die wet zijn overigens door het Vlaams en het Waals Gewest opgenomen in hun eigen wetgeving ⁽⁹⁾.

(8) In dat verband is het wellicht nuttig erop te wijzen dat de afdeling wetgeving van de Raad van State in haar advies 10.860/2, op 27 oktober 1969 verstrekt over het voorontwerp dat de voornoemde wet van 20 juli 1971 is geworden, voorgesteld heeft in één en dezelfde tekst de regels houdende organisatie van de regelingen inzake de verloven tot teraardebestelling en tot crematie samen te brengen, en wel in de volgende bewoordingen : "Met het oog op een logische ordening van de bepalingen betreffende het recht tot begraven, enerzijds en het verlof tot lijkverbranding anderzijds, is het geraden, ofwel de voorwaarden voor het verkrijgen van dat verlof op te nemen in of onmiddellijk na de artikelen 77 en 81 van het Burgerlijk Wetboek, ofwel die artikelen op te heffen en de inhoud ervan over te nemen in het gedeelte van het onderhavige ontwerp dat volgens 's Raads voorstel aan de begraving zou worden gewijd" (Gedr. Stuk Kamer, zitting 1969-1970, nr. 725/I, blz. 8). Door melding te maken van de mogelijkheid om te kiezen voor het tweede onderdeel van het alternatief, heeft de afdeling Wetgeving erop gewezen dat de organisatie van de regeling inzake het verlof tot teraardebestelling niet noodzakelijk verbonden is met het dispositief inzake het opmaken van de akte van overlijden.

(9) Zie het voornoemde decreet van 16 januari 2004, alsmede het voornoemde besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004. De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft in haar voornoemde advies 35.604/1/V geen bezwaar gemaakt inzake de bevoegdheid van de gewesten om een bepaling aan te nemen die is ingegeven door artikel 14 van de voornoemde wet van 20 juli 1971.

b) Voorts wordt het vervoer van het lijk, inzonderheid de overbrenging ervan naar het buitenland, tevens geregeld in teksten die vaak dateren van vóór de voornoemde wet van 20 juli 1971 en waarvan de bepalingen zich buiten het kader van de door die wet ingestelde regeling bevinden.

Zulks geldt :

- enerzijds voor internationale akkoorden, zoals de Internationale Schikking betreffende het lijkenvervoer, ondertekend te Berlijn op 10 februari 1937 en goedgekeurd bij de wet van 26 augustus 1938, alsmede de Overeenkomst inzake het vervoer van lijken, opgemaakt te Straatsburg op 26 oktober 1973 en goedgekeurd bij de wet van 20 augustus 1981;
- en anderzijds voor verordeningsbepalingen, inzonderheid die welke zijn vervat in het besluit van de Regent van 20 juni 1947 betreffende het vervoer van lijken en in het koninklijk besluit van 8 maart 1967 houdende reglement inzake het intra-Benelux vervoer van lijken ⁽¹⁰⁾.

De voorschriften vervat in die teksten zijn niet opgenomen in de regeling die is uitgewerkt in de voornoemde wet van 20 juli 1971.

De enige verklaring hiervoor is blijkbaar het feit dat de wetgever in de voornoemde wet van 20 juli 1971 niet alle bepalingen betreffende de begraafplaatsen en de lijkbezorging heeft willen opnemen en verkozen heeft bepaalde bijzondere regelingen ter zake, inzonderheid de voornoemde bepalingen betreffende het vervoer van lijken, daaronder begrepen de overbrenging ervan naar en vanuit het buitenland, onverkort te

⁽¹⁰⁾ Volgens de aanhef van die besluiten ontleen ze hun rechtsgrond aan artikel 2 van de voornoemde wet van 26 augustus 1938, luidende : "De regering wordt ertoe gemachtigd de nodige maatregelen voor te schrijven met het oog op de toepassing van de schikking (de Internationale Schikking betreffende het lijkenvervoer), en tevens het vervoer van lijken van de ene gemeente naar de andere, in het belang van de openbare gezondheid, te reglementeren".

laten gelden ⁽¹¹⁾. Bovendien vinden we een spoor van een verwijzing naar die laatstgenoemde bepalingen in artikel 28 van de voornoemde wet van 20 juli 1971 ⁽¹²⁾.

Uit de omstandigheid dat de bepalingen in kwestie zich buiten het kader bevinden van de regeling ingevoerd bij de wet van 20 juli 1971, kan bijgevolg niet worden beschouwd dat de regeling inzake het vervoer van lijken, waaronder de overbrenging naar het buitenland, onttrokken zou zijn aan de bevoegdheid van de gewesten ter zake van de begraafplaatsen en de lijkbezorging.

3. Gelet op het vorenstaande zijn sedert 1 januari 2002 wel degelijk de gewesten bevoegd geworden om het administratieve aspect te regelen van de afgifte van zowel een verlof tot teraardebestelling als een verlof tot crematie. De gewesten mogen evenwel geen wetgeving uitvaardigen die tot gevolg zou hebben dat de regels aangenomen door de federale overheid in het kader van haar eigen bevoegdheid inzake de vaststelling van het overlijden ⁽¹³⁾, het opmaken van de akte van overlijden ⁽¹⁴⁾ en de

⁽¹¹⁾ Zie het voornoemde advies 10.860/2 (Gedr. Stuk Kamer, zitting 1969-1970, nr. 725/1, blz. 6).

⁽¹²⁾ Deze bepaling luidt als volgt : " De Koning kan van de bepalingen van deze wet afwijken, ofwel met het oog op de uitvoering van internationale verdragen, ofwel met het oog op de bescherming van de bevolking tegen de gevaren van verspreiding van besmettelijke ziekten of van besmetting door ioniserende stralingen." Volgens J.-M. VAN BOL wordt de machtiging die artikel 2 van de wet van 26 augustus 1938 aan de regering verleent om het vervoer van lijken te regelen, bevestigd en zelfs uitgebreid door de wet van 20 juli 1971 (op. cit., nr. 39). Op te merken valt dat de afdeling Wetgeving in haar voornoemde advies 35.604/1/V geen bezwaar heeft gemaakt inzake de bevoegdheid van de gewesten om een bepaling aan te nemen die is ingegeven door artikel 28 van de voornoemde wet van 20 juli 1971.

⁽¹³⁾ In dat verband volgt uit het Burgerlijk Wetboek dat de vaststelling van het overlijden door de ambtenaar van de burgerlijke stand moet voorafgaan aan de afgifte van het verlof tot teraardebestelling of tot crematie (J. ROBERT, Lijkbezorging en begraafplaatsen, Oranjeboek, Vandenbroele, Brugge, losbladig, nr. 19) en dat de ambtenaar van de burgerlijke stand zich bijgevolg moet kunnen vergewissen van de dadelijkheid van het feit (H. DE PAGE, *Traité élémentaire de droit civil belge*, deel II, vol. I, Brussel, Bruylant, 1990, nr. 328, blz. 317).

⁽¹⁴⁾ In het kader van haar bevoegdheid inzake de regels betreffende de burgerlijke stand en betreffende het bijhouden van de registers van de burgerlijke stand.

maatregelen die moeten worden getroffen in geval van gewelddadige dood of van verdacht overlijden ⁽¹⁵⁾, moeilijk of zelfs onmogelijk toepassing kunnen vinden.

Het onderzochte wetsvoorstel behoort dus tot de bevoegdheid van de gewesten, binnen de hierboven aangegeven grenzen, en niet tot de bevoegdheid van de federale overheid, in zoverre het een precisering van temporele aard beoogt aan te brengen in de regels voor de afgifte van het verlof tot teraardebestelling.

⁽¹⁵⁾ De formaliteit van vaststelling van het overlijden door de ambtenaar van de burgerlijke stand strekt er onder meer toe zich ervan te vergewissen dat er geen teken of aanwijzing is van gewelddadige dood, noch van andere omstandigheden die een vermoeden in die zin doen ontstaan. In dat geval kan het verlof tot teraardebestelling eerst worden gegeven na interventie van een officier van politie. De ambtenaar van de burgerlijke stand moet dus niet alleen het overlijden vaststellen; hij krijgt eveneens een pre-politionele rol of taak (J. RAVESCHOT, De "Aangifte van Overlijden" en de behandelende geneesheer, R.W., 1955-1956, kol. 576) (zie ook artikel 44 van het Wetboek van Strafvordering) (zie ook H. DE PAGE, op. cit., nr. 333, blz. 320).

De verenigde kamers waren samengesteld uit :

de Heer	M. VAN DAMME,	kamervoorzitter, voorzitter,
de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. BAERT,	staatsraden,
	J. SMETS,	
Mevrouw	J. JAUMOTTE,	
	M. BAGUET,	
de Heren	M. RIGAUX,	assessoren van de afdeling wetgeving,
	J.-C. SCHOLSEM,	
Mevrouwen	A. BECKERS,	griffiers.
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	

De verslagen werden uitgebracht door de HH. B. JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd en B. WEEKERS, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

M. VAN DAMME